



Lundi 4 mars 2024

État d'Israël assassin, puissances impérialistes complices : halte au massacre des Palestiniens

Le 29 février, la guerre menée par l'État d'Israël contre les Palestiniens de la bande de Gaza a franchi un nouveau cap dans l'horreur. L'armée israélienne a ouvert le feu, alors que des familles palestiniennes, en proie à la famine, tentaient d'accéder à un convoi d'aide alimentaire : un nouveau bain de sang, au moins 110 personnes ont été tuées et 760 autres blessées.

La famine comme arme de guerre

Après son broyage méthodique par l'armée israélienne, la bande de Gaza n'est plus qu'un champ de ruines. Les réfugiés venant du nord du territoire palestinien sont bombardés au sud, les hôpitaux sont détruits ou hors d'état de fonctionner. Ce massacre à ciel ouvert dure depuis cinq mois et a fait plus de 30 000 morts.

Les survivants sont confrontés à la famine et à l'absence de soins. Selon le Programme alimentaire mondial, Gaza connaît actuellement « le pire niveau de malnutrition infantile au monde ». En effet, le gouvernement israélien bloque tout ravitaillement et les rares camions d'aide humanitaire autorisés à rentrer sont souvent pris pour cible par les tirs. Les évacuations médicales sont impossibles.

Depuis qu'Israël, sans fournir aucune preuve, a accusé certains des employés de l'UNRWA d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre, l'agence onusienne chargée des réfugiés palestiniens est privée de subventions par de nombreux pays et son fonctionnement est paralysé.

Le but du gouvernement Netanyahu, qui n'a que faire des 130 otages israéliens encore détenus, est de chasser tous les Palestiniens de Gaza. Et de tuer ceux qui resteraient. La Cisjordanie est aussi victime d'une forme de nettoyage ethnique par des colons surarmés.

À Gaza, des soldats israéliens se filment triomphalement dans les décombres des maisons palestiniennes, dans ce qui reste d'une chambre d'enfant, mettent le feu au peu de nourriture qu'ils trouvent. Ce gouvernement, qui s'appuie sur l'extrême droite suprémaciste, assume devant le monde entier ses crimes de guerre.

L'impérialisme en guerre contre les peuples

Ce massacre des civils palestiniens se déroule avec la complicité des grandes puissances. Les États-Unis arment Israël à flux tendu, mais d'autres pays européens le font aussi. La France a suspendu ses financements à l'UNRWA au moment où c'est la survie même des Palestiniens de Gaza qui est en jeu.

Avec hypocrisie, le gouvernement Macron dit du bout des lèvres que cette guerre va un peu trop loin, mais il emboîte le pas au gouvernement américain pour continuer à soutenir la politique de Netanyahu. En Israël même pourtant, des milliers de personnes ont encore manifesté samedi 2 mars pour dénoncer cette politique, réclamer un cessez-le-feu et des négociations dans le but de libérer les otages. Ils sont conscients que ce gouvernement mène une guerre sans fin et réclament des élections anticipées.

La politique de l'impérialisme, c'est la guerre contre les peuples. Le principe du « diviser pour mieux régner » apparaît dans toute son atrocité en Israël-Palestine. Les dépenses militaires sont en hausse partout dans le monde. En France, la loi de programmation militaire fera de la Défense le premier poste du budget de l'État, devant l'Éducation nationale. Macron chaussait récemment ses rangers, déclarant qu'il envisageait la possibilité d'envoyer des troupes françaises combattre en Ukraine...

Face à ce monde guerrier, seule la révolte des peuples du monde entier contre leurs propres dirigeants et contre l'exploitation capitaliste qu'ils incarnent pourra remettre en cause cette boucherie sans fin.

Sans patrie ni frontières ! Unité de classe contre la politique migratoire de « l'Europe forteresse »

Meeting samedi 23 Mars à 17h

Théâtre Le République, 1 Bd Saint-Martin, Paris, Métro République

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : www.nouveau-parti-anticapitaliste.fr | INSTAGRAM : @npanouveau-parti-anticapitaliste | TWITTER : @NPA_NouvParAnti Imp.Spé.NPA

Ils déterrent les RH de guerre

Depuis 2 ans, la direction nous impose des « bilans » censés évaluer notre « contribution » à l'entreprise. Mais vu que cela n'a aucun sens, les RH ont inventé un système à 9 cases pour classer les salariés dans 5 catégories. Et pour assurer ses arrières, la direction a décidé d'appliquer des quotas par services.

Autrement dit, les CUET doivent faire rentrer dans chaque catégorie un pourcentage donné de salariés, quelle que soit la réalité. Et l'estimation de notre « contribution » est tellement arbitraire qu'on peut justifier n'importe quoi avec des arguments bidons. On imagine sans trop d'efforts que les collègues qui contestent les plans de la direction ne sont pas les plus « contributifs » puisqu'ils cassent l'ambiance (pendant que la direction casse nos emplois).

Les « relations humaines » c'est trop compliqué pour les patrons qui ne nous voient que comme des machines destinées à leur faire gagner de l'argent.

Les mauvais comptes font les vrais ennemis

D'ailleurs c'est bien une affaire de sous qui se cache derrière ces évaluations « comportementales » bidons : avec des Augmentations Générales de Salaire qui plafonnent à 2,5%, la direction veut nous mettre la pression en réservant les Augmentations Individuelles à ses chouchous.

Les informations des NAO montrent qu'1 salarié sur 5 devra se contenter des 2,5% (inférieurs à l'inflation). Justification : leur « contribution » est insuffisante. Et vu que le quota de salariés « contributifs » est fixé à l'avance par la direction, c'est assez facile pour elle de faire les comptes... et de nous faire les poches.

De l'argent pour tout le monde, il y en a : pas besoin de quotas !

Girouette électrique ou hybride ?

La direction nous bassine depuis 2 ans en jurant que l'électrique c'est l'avenir et que le reste est de l'histoire ancienne, mais ce n'est pas si sûr... L'objectif du 100% électrique en 2030 est apparemment écarté par le chef de la marque Renault, qui a dit au salon de l'auto à Genève que l'hybride pourrait encore durer 10 ans en Europe.

F. Cambolive est clair : « nous suivons les tendances ». Voilà qui devrait rassurer les salariés qui viennent de subir le démantèlement de Renault et la délocalisation des activités de Horse.

Dans le système capitaliste, c'est le marché qui décide : pas les intérêts des salariés ni les enjeux écologiques. Si on les laisse aux commandes, le futur risque de ne pas être « neutral », mais carrément fatal !

Toutes et tous dans la rue le 8 mars

Le 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. En France, la liberté d'avorter vient d'être inscrite dans la Constitution...

Mais faute d'un nombre suffisant de centres de santé le pratiquant, il est en fait de plus en plus difficile d'y accéder. Si les violences sexuelles sont enfin dénoncées, dans le milieu du cinéma notamment, les féminicides sont toujours aussi nombreux. Les femmes sont toujours moins bien payées ou reléguées au rôle de mères pondeuses (le « réarmement démographique » de Macron).

Dans le monde, les femmes sont prises pour cible dans les guerres et leurs droits sont attaqués, notamment par des gouvernements d'extrême droite. Alors, vendredi 8 mars, prenons la rue pour exprimer notre refus de ces violences et discriminations sexistes. Nous avons, toutes et tous, tout à gagner à un monde où chacun sera considéré de la même façon, quel que soit son sexe et son genre !

Pas de rentrée scolaire dans le 93

Début février, deux journées de grève nationale ont dénoncé le tri social à l'école (réforme Attal du « choc des savoirs ») et la baisse continue des moyens. Lundi 26 février, au retour des vacances d'hiver, les enseignants de Seine-Saint-Denis et de quelques autres établissements de région parisienne se sont lancés dans un mouvement de grève. Ils entraînent bien des parents avec eux. La casse de l'école publique sévit partout et le 93 n'a pas le monopole des coupes budgétaires. Ce mouvement pourrait bien montrer la voie alors que d'autres font leur rentrée.

Quand Macron monte au front

Macron dit envisager d'envoyer des troupes françaises combattre en Ukraine. Bluff ou préparation de l'opinion à la guerre ? L'avenir le dira. Comme Biden et les autres soutiens de Zelensky, Macron se moque bien du sort du peuple ukrainien. Ses objectifs sont à la fois de gêner Poutine, mettre la main sur les richesses (notamment agricoles et minières) de l'Ukraine, subventionner les marchands de canons... et nous faire tous marcher au pas !

Cette politique guerrière commence par nous faire les poches avec les 413 milliards pour l'armée, et peut-être demain nous enverra à la boucherie. Non à l'escalade, non à la guerre, non au militarisme !

